Transatlantica
Revue d'études américaines. American Studies Journal

1 | 2020
Conjunctions of the Literary and the Philosophical in Twentieth- and Twenty-First-Century American Writing

Donald Trump et l'armée. Chronique d'une rupture annoncée

Olivier Burtin

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/transatlantica/15883
ISSN : 1765-2766

Éditeur
AFEA

Référence électronique
Olivier Burtin, « Donald Trump et l'armée. Chronique d'une rupture annoncée », *Transatlantica* [En ligne], 1 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 16 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/transatlantica/15883

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2020.

Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Donald Trump et l'armée. Chronique d'une rupture annoncée

Olivier Burtin

1 L'année 2020 restera dans les annales comme une *annus horribilis* pour les relations civilo-militaires aux États-Unis. Lors des manifestations massives contre le racisme et les violences policières qui eurent lieu au printemps, le 45e président menaça à plusieurs reprises d'utiliser l'armée pour « dominer les rues », au point que les hauts responsables militaires craignirent d'avoir à se battre contre leurs propres concitoyens. Trump sembla mettre ces menaces à exécution le 1er juin lorsque, à quelques encablures de la Maison-Blanche, les forces de l'ordre dispersèrent une foule paisible à l'aide de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et de grenades assourdissantes, afin que le président puisse se faire prendre en photo devant St. John's Church avec son chef d'état-major et son ministre de la Défense. L'indignation provoquée par cette opération de communication força ces derniers à rompre avec Trump en déclarant publiquement qu'ils n'approuveraient jamais l'envoi de troupes pour réprimer des manifestations. Quelques mois plus tard, d'anciens hauts gradés appelèrent le chef d'état-major des armées à se préparer à intervenir pour assurer la transition présidentielle si Trump persistait à ne pas vouloir reconnaître une possible défaite électorale en novembre. Bien que le Pentagone se soit défendu de toute volonté d'action, plusieurs officiers avouèrent avoir commencé à discuter en privé d'une telle éventualité (Buchanan, Bui et Patel ; Colvin et Superville ; Moreno ; Schmitt, Cooper *et al.* ; Steinhauer et Cooper).

2 Pour retrouver dans l'histoire des États-Unis un tel climat d'hostilité entre des responsables civils et leurs homologues militaires, il faut remonter à la période de la guerre de Corée au début des années 1950 : la suspension du général Douglas MacArthur par le président Harry Truman avait alors provoqué une violente polémique. À la veille de l'élection présidentielle de novembre 2020, on pouvait à nouveau craindre une crise constitutionnelle dans l'hypothèse où Trump perdait l'élection de peu et refusait d'accepter les résultats. Dans un pays habitué à ce que le perdant reconnaisse rapidement sa défaite, la possibilité d'une élection contestée qui forcerait l'armée à intervenir sembla soudain bien réelle.

3 À l'heure où cet article est publié, une telle crise semble avoir été évitée. En l'emportant avec sept millions de voix d'avance sur son adversaire, le candidat démocrate Joseph Biden a obtenu une victoire nette ayant rendu futile toute tentative de Trump de renverser les résultats de l'élection (Sullivan et Agiesta). S'il est donc probable que Biden prendra ses fonctions le 20 janvier 2021 sans que l'armée ait besoin d'intervenir, il ne faudrait pas pour autant oublier les remous sans précédent générés par son prédécesseur dans le domaine des relations civilo-militaires. Ceux-ci témoignent non seulement de la personnalité lunatique et narcissique de Trump, mais aussi de la fin du consensus sur le rôle que devrait jouer l'armée américaine dans le monde, qui n'avait plus été remis en cause depuis le début de la guerre froide. Cette dégradation des relations entre la Maison-Blanche et le Pentagone est d'autant plus surprenante qu'elle a eu lieu lors du mandat d'un président qui, dès sa candidature à l'investiture du Parti républicain, s'était présenté comme le champion des intérêts de l'armée. Comment expliquer un tel paradoxe ?

4 Rien dans le parcours de Trump ne laissait présager une affinité particulière pour l'institution militaire ou pour ses valeurs. Alors que son pays s'enfonçait dans la guerre du Vietnam dans la seconde moitié des années 1960, Trump évita la conscription grâce à son statut d'étudiant et à une exemption médicale (Fisher). Pendant les primaires républicaines de 2015-2016, il attaqua ouvertement plusieurs emblèmes du patriotisme américain liés à l'armée. À propos de John McCain, fait prisonnier durant cette même guerre, il annonça préférer les soldats qui « n'avaient pas été capturés », avant d'insulter la mère d'un soldat tombé au combat en insinuant que sa religion musulmane l'empêchait de prendre la parole en public (Haberman et Oppel Jr.). Trump n'hésita pas non plus à se servir cyniquement du puissant symbole des anciens combattants lorsqu'il organisa une levée de fonds prétendument à leur bénéfice en janvier 2016 ; il s'agissait en fait de financer sa propre campagne présidentielle et de rembourser ses frais de justice (Feuer).

5 C'est pourtant ce même candidat qui, en juillet 2016, dédia son programme officiel aux « hommes et femmes de notre armée » qui « se dressent contre le danger afin de protéger le peuple américain » (Republican Party Platform). C'est aussi lui qui, quelques mois plus tard, annonça qu'il avait l'intention de présider à une vaste expansion du budget de la défense en augmentant la taille de l'armée de quatre-vingt-dix mille soldats et en faisant construire soixante-quinze nouveaux navires pour la Marine, pour un coût total de près de 90 milliards de dollars (Parker et Rosenberg). Il tint ses promesses une fois élu : le montant des dépenses militaires du gouvernement fédéral s'élevait à 705 milliards de dollars en 2020, soit 15 % de plus qu'en 2017 (Lipton, Vogel et LaForgia). Quoique ne faisant preuve d'aucun respect pour les valeurs incarnées par l'armée, Trump ne fut pas hostile aux pressions budgétaires du Pentagone. Il n'y avait là rien d'étonnant, dans la mesure où le Parti républicain s'était depuis longtemps placé dans le camp des « faucons » (*hawks*), favorables à l'augmentation du budget de la défense.

6 La relation de Trump à l'armée ne s'est pas toutefois résumée à la stricte manœuvre politicienne. Le 45e président a révélé lors de son mandat un goût affirmé pour le décorum militaire – peut-être le résidu de ses années à la New York Military Academy dans les années 1950 et 1960. Invité par Emmanuel Macron au défilé des Champs-Élysées le 14 juillet 2017, le spectacle lui fit une si forte impression (« l'une des plus grandes parades que j'aie jamais vues ») qu'il insista pour mettre en place un

événement similaire dans les rues de Washington pour la fête nationale du 4 Juillet. Le « Salute to America » eut lieu en 2019, mais sans défilé de troupes ni de blindés (Jaffe et Rucker). La fascination de Trump pour l'uniforme s'explique par sa conception d'une masculinité dure et autoritaire, qu'on retrouve dans le film de guerre *Patton* (Franklin J. Schaffner, 1970), l'un de ses films préférés. En nommant plusieurs généraux à des postes importants de son premier cabinet, Trump espérait avant tout profiter de l'aura d'efficacité et d'autorité qu'il leur attribuait (Goldmacher). En d'autres termes, Trump admire moins l'armée en tant que telle que l'image projetée par celle-ci dans la culture populaire américaine. N'ayant jamais connu cette institution de l'intérieur, il se repose sur les clichés véhiculés à son sujet.

7 L'absence de lien direct entre Trump et l'armée n'est pas ce qui le distingue le plus de ses prédécesseurs. Ni Bill Clinton ni Barack Obama n'avaient accompli de service militaire. C'est donc moins son parcours personnel que ses positions politiques qui ont fait de Trump un président à part, et notamment son rejet de la doctrine interventionniste qui avait guidé la politique étrangère de son pays depuis la fin des années 1940 et le début de la guerre froide. Il fut en effet le premier président américain à déclarer son opposition à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et aux alliances historiques avec la Corée du Sud et le Japon, qu'il interprétait comme une façon de subventionner indirectement des concurrents commerciaux en assurant leur protection militaire. Lors de l'un de ses premiers briefings officiels sur la situation géopolitique des États-Unis, en 2017, il se plaignit du coût exorbitant du réseau mondial d'alliances américaines, un « monstre » selon lui (Snodgrass). Trump ne formula jamais d'opinions développées à ce sujet, se contentant de quelques tweets colériques sur le déséquilibre de la balance commerciale américaine ; mais il serait erroné de voir dans ses idées une idiosyncrasie ou une anomalie historique (comme l'ont fait certains démocrates). Trump ne fit que reprendre les arguments d'une vieille école de pensée isolationniste qui avait dominé dans l'entre-deux-guerres. Même si les partisans de celle-ci furent relégués aux marges du débat politique après le « Grand Débat » de la fin des années 1940 et du début des années 1950 sur le déploiement permanent de troupes américaines en Europe occidentale, leurs idées ne disparurent jamais entièrement. Avec Trump, elles revinrent sur le devant de la scène près de sept décennies plus tard.

8 Le 45e président fut donc élu en dénonçant le rôle de « gendarme mondial » joué par l'armée américaine. Une fois arrivé à la Maison-Blanche, il découvrit cependant qu'il lui serait difficile de concilier cette critique avec la présence d'un grand nombre de généraux dans son cabinet. Lors des deux premières années du mandat Trump, ces derniers occupèrent quelques-uns des postes-clés du gouvernement : H.R. McMaster fut conseiller à la sécurité nationale, Jim Mattis ministre de la Défense et John Kelly directeur de cabinet. Chacun à son tour, ils s'efforcèrent de freiner les instincts unilatéralistes et isolationnistes de leur chef. Trump fut donc forcé de surmonter ces obstacles internes avant de pouvoir véritablement imprimer sa marque sur la politique étrangère. Cela lui prit plus d'un an et ces généraux finirent par se rendre compte qu'il était vain d'essayer de faire changer d'avis le président. Ils démissionnèrent les uns après les autres : d'abord McMaster en mars 2018, puis Mattis en décembre de la même année et enfin Kelly le mois suivant. Dans une lettre ouverte au président, Mattis souligna leurs importants désaccords, notamment au sujet de l'approche unilatéraliste de Trump sur le conflit en Syrie (Cooper). Souvent réduits par la presse à des problèmes de personnalité, les rapports entre Trump et l'armée étaient en réalité le reflet de

visions irréconciliables du rôle de l'armée américaine et, plus largement, de la politique étrangère.

9 Il suffit pour s'en convaincre de regarder qui succéda à Mattis au ministère de la Défense. Plutôt que de nommer une personnalité disposant du même prestige et d'une certaine indépendance, Trump chercha des individus qui lui seraient loyaux et qui partageraient sa vision isolationniste : il nomma d'abord Patrick Shanahan, ancien membre du comité de direction de Boeing, puis Mark Esper, un lobbyiste de Raytheon, l'une des principales entreprises du secteur de l'aérospatiale et de la défense. Après sa défaite en novembre 2020, Trump renvoya Esper pour le punir d'avoir publiquement refusé de déployer des troupes pour réprimer les manifestations contre les violences policières (Cooper, Schmitt et Haberman). N'ayant plus rien à craindre, il donna libre cours à ses instincts politiques en se livrant à une « purge » du Pentagone, renvoyant plusieurs de ses hauts responsables et remplaçant Esper par Christopher Miller, ancien directeur du National Counterterrorism Center. En tant que ministre par intérim, Miller se hâta d'annoncer le retrait de milliers de troupes d'Afghanistan et de Somalie dans un dernier effort pour tenir les promesses électorales faites quatre ans plus tôt (Schmitt, Gibbons-Neff *et al.* ; Cooper).

10 Plusieurs exemples permettent de mieux comprendre les relations entre Trump et l'armée. La controverse de 2019 au sujet des soldats accusés de crimes de guerre illustre le décalage entre l'image que Trump se fait du rôle de l'armée et les limites réelles de sa mission. Au printemps de cette année, il commua la peine de l'ancien lieutenant Michael Behenna, reconnu coupable d'avoir tué un prisonnier irakien (Zaveri). Deux semaines plus tard, il demanda au ministère de la Justice de préparer les documents pour gracier un certain nombre d'autres soldats et contracteurs accusés de meurtre et de profanations de cadavres, notamment l'ancien chef des forces spéciales Edward Gallagher, un Navy SEAL accusé par les membres de sa propre unité d'avoir poignardé à mort un prisonnier adolescent de Daesh et d'avoir tiré sur des civils non armés (il fut acquitté de ces meurtres, mais reconnu coupable d'avoir posé pour des photos devant le corps de l'adolescent). Trump demanda à ce que les médailles de Gallagher lui soient rendues, au prétexte que le pays devait montrer son soutien aux soldats engagés dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. En passant outre les décisions prises par la justice militaire ainsi que l'avis contraire des plus hauts gradés, Trump répudia ouvertement l'une des valeurs cardinales du code éthique de l'armée, à savoir l'interdiction de prendre pour cible des civils. Dans une lettre ouverte, le secrétaire d'État en charge de la Marine Richard Spencer dénonça cette décision comme contraire à ses valeurs, ce qui le força à démissionner (Cooper, Haberman et Gibbons-Neff ; Cooper, Haberman et Philipps).

11 Un autre exemple plus récent révèle les désaccords de fond entre Trump et l'institution militaire. Le meurtre de George Floyd à Minneapolis en mai 2020 donna une impulsion nouvelle à celles et ceux qui, depuis plusieurs années déjà, œuvraient pour changer la façon dont le pays commémorait la mémoire de l'esclavage et de la guerre de Sécession. Pour ces militants, il était notamment urgent de changer le nom de plusieurs bases militaires situées dans le sud du pays et portant le nom d'anciens généraux confédérés, à l'instar de Fort Bragg, Fort Hood ou Fort Benning (Baker et Cooper). Trump s'opposa très tôt à cette demande, contrairement aux dirigeants de l'armée, qui se déclarèrent prêts à envisager un tel changement. Tandis que le président se souciait avant tout de plaire à sa propre base électorale, composée en majorité de conservateurs blancs,

l'armée américaine avait depuis longtemps accepté la nécessité de s'ouvrir à un public aux origines plus diverses que les seuls hommes blancs qui avaient longtemps dominé ses rangs. Sur le plan racial, l'armée est même l'une des institutions les plus « intégrées » de la société américaine (Bailey ; Moskos ; Myers). Cette polémique témoigna une fois de plus de la méconnaissance qu'a Trump du fonctionnement réel de l'armée, ainsi que de sa disposition à faire passer les intérêts de celle-ci après ses propres buts politiques.

12 Citons un dernier exemple de cette contradiction entre soutien affiché à l'armée et désaccord de fond avec ses représentants, qui définit les relations civilo-militaires sous l'administration Trump. Comme d'autres responsables politiques, Trump multiplia les marques de respect et de gratitude envers les anciens combattants, et il le fit d'autant plus volontiers que cette catégorie de la population lui était en majorité favorable (Maniam). Mais ses actions en tant que président allèrent pourtant à l'encontre des demandes de leurs groupes de pressions, comme ce fut le cas avec le VA Mission Act promulgué en 2018, qui avait pour but de permettre à un plus grand nombre d'anciens combattants d'avoir recours à des soins privés, par opposition à ceux fournis par le Department of Veterans Affairs (VA). Cette loi devait faciliter l'accès aux soins des vétérans vivant dans des zones rurales, mais les principales organisations d'anciens combattants (Disabled American Veterans, Veterans of Foreign Wars) s'y opposèrent, car elles y voyaient une tentative détournée de saboter le bon fonctionnement des hôpitaux du VA. Trump n'accorda aucune attention à leurs objections : plutôt que d'écouter son ministre attitré, il chargea l'un de ses riches amis de Mar-a-Lago, le PDG de Marvel Entertainment, Ike Perlmutter, d'être son interlocuteur à ce sujet, malgré l'inexpérience de ce dernier dans ce domaine (Arnsdorf, 2018 ; 2019). Ce faisant, Trump révéla à nouveau son mépris pour les intérêts de ceux qu'il disait vouloir aider.

13 Que retenir des quatre années d'interaction entre Trump et « ses généraux », comme il aime à les appeler ? Les relations civilo-militaires offrent une bonne illustration du mode de fonctionnement plus général du 45e président, qui aborde tout sujet en priorité sous l'angle de ce qu'il peut lui apporter à très court terme et sur le plan politique. Bien sûr, Trump ne fut pas le premier à susciter la réticence des milieux militaires : Bill Clinton en avait fait l'expérience lorsqu'il voulut forcer l'armée à accepter les recrues ouvertement homosexuelles dans les années 1990, tandis qu'Obama fut amené en 2010 à limoger son commandant des opérations en Afghanistan, Stanley McChrystal, après que celui-ci eut ouvertement exprimé ses critiques dans le magazine *Rolling Stone*. Mais dans le cas de Trump, ces différends trahissaient des désaccords fondamentaux concernant la définition même de l'intérêt national du pays, ce qui explique la réaction unanimement négative de nombre de ses officiers. Comme l'écrivit un journaliste spécialiste des questions de défense, « en vingt ans de travail sur l'armée, je n'ai jamais entendu de hauts gradés exprimer une telle inquiétude à propos d'un président » (Bowden). Le fait que ces différends ne soient devenus manifestes que dans la seconde moitié de son mandat est sans doute à mettre au compte de l'inexpérience de Trump, qui mit quelques années à surmonter les obstacles qu'il avait lui-même créés au sein de son administration. En l'espace de quatre ans, ses positions isolationnistes et unilatéralistes aboutirent à la création d'un véritable fossé entre la Maison-Blanche et le Pentagone, au point que les hauts responsables de ce dernier aient sérieusement envisagé l'éventualité d'avoir à intervenir pour forcer Trump à abandonner son poste à

l'automne 2020. Il est encore trop tôt pour savoir si Biden parviendra à surmonter un tel désaccord.

BIBLIOGRAPHIE

ARNSDORF, Isaac. « The Shadow Rulers of the VA ». *ProPublica*, 7 août 2018. propublica.org/article/ike-perlmutter-bruce-moskowitz-marc-sherman-shadow-rulers-of-the-va?token=rXhG479q-BwMeX6BjqVS2QGVYU4CpLgU.

ARNSDORF, Isaac. « "Doubling Down": With Private Care Push, Trump's VA Bucks Lawmakers and Some Veterans Groups ». *ProPublica*, 31 janvier 2019. propublica.org/article/with-private-care-push-trumps-va-bucks-lawmakers-and-some-veterans-groups?token=ur-ajpd5z1qy7r7uayhztfnmw4ftzxlr.

BAILEY, Beth L. *America's Army: Making the All-Volunteer Force*. Cambridge, MA : Belknap Press of Harvard University Press, 2009.

BAKER, Peter, et Helene COOPER. « Trump Rejects Renaming Military Bases Named After Confederate Generals ». *The New York Times*, 11 juin 2020.

BOWDEN, Mark. «General Chaos ». *The Atlantic*, novembre 2019.

BUCHANAN, Larry, Quoctrung BUI et Jugal K. PATEL. « Black Lives Matter May Be the Largest Movement in US History ». *The New York Times*, 3 juillet 2020.

COLVIN, Jill, et Darlene SUPERVILLE. « Tear Gas, Threats for Protesters before Trump Visits Church ». *AP News*, 2 juin 2020.

COOPER, Helene. « Jim Mattis, Defense Secretary, Resigns in Rebuke of Trump's Worldview ». *The New York Times*, 20 décembre 2018.

COOPER, Helene. « Trump Orders All American Troops Out of Somalia ». *The New York Times*, 4 décembre 2020.

COOPER, Helene, Maggie HABERMAN et Thomas GIBBONS-NEFF. « Trump Says He Intervened in War Crimes Cases to Protect "Warriors" ». *The New York Times*, 25 novembre 2019.

COOPER, Helene, Maggie HABERMAN et Dave PHILIPPS. « Esper Demands Resignation of Navy Secretary Over SEAL Case ». *The New York Times*, 24 novembre 2019.

COOPER, Helene, Eric SCHMITT et Maggie HABERMAN. « Trump Fires Mark Esper, Defense Secretary Who Opposed Use of Troops on US Streets ». *The New York Times*, 9 novembre 2020.

FEUER, Alan. « Trump Ordered to Pay $2 Million to Charities for Misuse of Foundation ». *The New York Times*, 7 novembre 2019.

FISHER, Marc. « Trump on Vietnam: Despite Deferments, He'd Have Been "Honored" to Serve ». *Washington Post*, 5 juin 2019.

GOLDMACHER, Shane. « Why Trump Is so Obsessed with Generals ». *Politico*, 9 décembre 2016. politico.com/story/2016/12/trump-generals-cabinet-232396.

HABERMAN, Maggie, et Richard A. OPPEL Jr. « Donald Trump Criticizes Muslim Family of Slain US Soldier, Drawing Ire ». *The New York Times*, 30 juillet 2016.

JAFFE, Greg, et Philip RUCKER. « Trump's "Marching Orders" to the Pentagon: Plan a Grand Military Parade ». *The Washington Post*, 7 février 2018.

LIPTON, Eric, Kenneth P. VOGEL et Michael LAFORGIA. « Biden's Choice for Pentagon Faces Questions on Ties to Contractors ». *The New York Times*, 9 décembre 2020.

MANIAM, Shiva. « US Veterans Are Generally Supportive of Trump ». *Pew Research Center*, 26 mai 2017.

MORENO, J. Edward. « Military Helicopters Used to Disperse DC Protesters ». *The Hill*, 2 juin 2020.

MOSKOS, Charles C. *All That We Can Be: Black Leadership and Racial Integration the Army Way*. New York : Basic Books, 1996.

MYERS, Andrew H. *Black, White, & Olive Drab: Racial Integration at Fort Jackson, South Carolina, and the Civil Rights Movement*. Charlottesville : University of Virginia Press, 2006.

PARKER, Ashley, et Matthew ROSENBERG. « Donald Trump Vows to Bolster Nation's Military Capacities ». *The New York Times*, 7 septembre 2016.

« Republican Party Platform ». *The American Presidency Project*, 18 juillet 2016. presidency.ucsb.edu/documents/2016-republican-party-platform.

SCHMITT, Eric, Helene COOPER, Thomas GIBBONS-NEFF et Maggie HABERMAN. « Esper Breaks With Trump on Using Troops Against Protesters ». *The New York Times*, 4 juin 2020.

SCHMITT, Eric, Thomas GIBBONS-NEFF, Charlie SAVAGE et Helene COOPER. « Trump Is Said to Be Preparing to Withdraw Troops From Afghanistan, Iraq and Somalia ». *The New York Times*, 16 novembre 2020.

SNODGRASS, Guy. « Inside Trump's First Pentagon Briefing ». *Politico*, 21 octobre 2019.

STEINHAUER, Jennifer, et Helene COOPER. « At Pentagon, Fears Grow That Trump Will Pull Military Into Election Unrest ». *The New York Times*, 25 septembre 2020.

SULLIVAN, Kate, et Jennifer AGIESTA. « Biden's Popular Vote Margin over Trump Tops 7 Million ». *CNN*, 4 décembre 2020.

ZAVERI, Mihir. « Trump Pardons Ex-Army Soldier Convicted of Killing Iraqi Man ». *The New York Times*, 7 mai 2019.

AUTEUR

OLIVIER BURTIN

Ludwig-Maximilians-Universität